Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Supplique

Monsieur Wauquiez, vous êtes à la tête d'un parti de droite. C'est votre affaire. Mais il y a un aspect des choses qui concerne tous les citoyens : c'est le nom de votre parti.

Avant, il s'appelait l'UMP. Mais en 2015, pour faire oublier les scandales et la critique de « l'UMPS », l'Union pour un Mouvement Populaire a osé, selon le vœu de Nicolas Sarkozy, se transformer en un parti dénommé « Les Républicains ». A l'époque, nous avions signé la pétition dénonçant ce choix « insultant et irresponsable ».

Un parti qui prétend englober tous les républicains est contraire à la République, qui est le corps de nos principes communs, parmi lesquels le principe de liberté – liberté de pouvoir proposer le régime politique, les structures économiques et l'organisation sociale qui semblent les plus appropriés à la réalisation du bien commun.

Monsieur Wauquiez, vous avez pu constater que le nom « Les Républicains » a sacrément porté la poisse à la fraction de la droite que vous allez animer. Après avoir fait dans l'insultant et l'irresponsable, il faudrait faire dans le modeste et le respectueux. De grâce, Monsieur Wauquiez, changez de nom !

Droite et gauche identitaires

Leurs fictions meurtrières

Allemagne

Crise politique

p. 6-7

Analyse

Pourquoi Macron ?

p. 2

Du 11 au 25 décembre 2017 - 47e année - Numéro 1134 - 3, 50 €

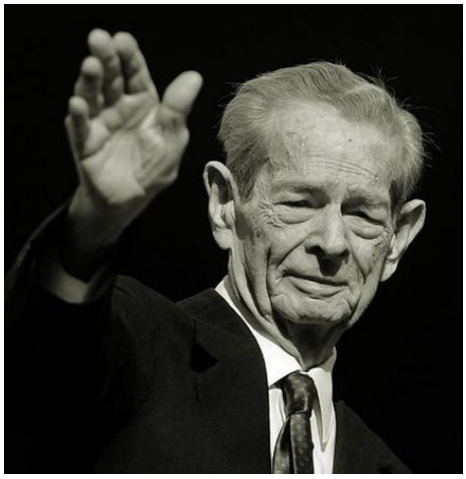
Michel Ier de Roumanie

Les funérailles du roi Michel soulignent la force du lien qui unissait cet homme d'une dignité exemplaire à la nation et au peuple roumains.

L'évocation de la dignité royale fait surgir des images de trônes et de draperies. Celles-ci risquent de nous faire oublier que la dignité dans l'ordre politique est une charge qui pèse sur les épaules du dignitaire, souvent d'un poids très lourd, et qui engage sa responsabilité. Cette *dignitas* n'est qu'un aspect de la dignité de l'homme – toujours capable, quel qu'il soit et où qu'il soit, de respecter la loi morale, pour lui-même et pour autrui.

Cette capacité est souvent prise en défaut et nombre de charges publiques, effectives ou symboliques, sont remplies par des serviteurs indignes parce qu'ils sont faibles de caractère, menteurs, corrompus… Il arrive aussi que la charge publique soit portée par un serviteur témoignant d'une dignité personnelle exemplaire. La reine Anne de Roumanie incarnait cette dignité personnelle et symbolique, dans le courage souriant qu'elle montra tout au long de sa vie (1). Le fait peut paraître étrange sous le ciel de France où les couples politiques – et princiers - sont rarement accordés : le roi Michel incarnait cette même dignité, dans l'accord jamais rompu entre la personne et la fonction.

Pourtant, tout à été fait pour disjoindre ce qu'il avait décidé, tout jeune, de maintenir. Tour à tour, les fascistes roumains, les Allemands, les communistes encouragés par l'Armée rouge ont tenté de l'asservir ou de l'éliminer. Le jeune roi, qui avait réussi son coup d'État contre Antonescu, fut exilé



par les communistes au sortir de la guerre et cet exil, qui semblait ne jamais devoir se terminer, aurait pu le briser. L'attente fut longue mais, après la chute de la tyrannie, le roi de Roumanie est revenu en compagnie de la reine Anne le 25 avril 1992, tous deux fêtés par un million de Roumains massés dans les rues de Bucarest.

Ce tournant de l'histoire a créé une situation politique nouvelle, qui échappe aux cadres habituels des sciences politiques. Frédéric de Natal a expliqué dans *Royaliste* (2) comment le roi, après avoir retrouvé sa citoyenneté, est devenu le défenseur de la démocratie puis l'arbitre involontaire du conflit opposant le président de la République et le Premier ministre, tandis que la princesse Margarita, très engagée pour sa patrie dès la chute des Ceausescu, devenait officiellement héritière de la couronne. Avec un très large assentiment dans le peuple roumain, la République a reconnu en elle sa dimension royale et il n'est pas exclu qu'elle permette la ré-institution de la monarchie par voie de référendum. Il y a là matière à réflexion du point de vue de la philosophie politique, puisque, en Europe notamment, la monarchie et la royauté existent ou ont récemment existé de différentes manières dans des Républiques – en Bulgarie par exemple lorsque le roi Siméon exerça la fonction de Premier ministre.

Face aux surhommes totalitaires et à leurs armées, Michel de Roumanie fut simplement un homme qui a maintenu, obstinément, sa dignité d'homme et sa dignité de roi – comme le roi Siméon. C'est tout le contraire d'une posture de raideur – celle des réactionnaires. C'est tout le contraire de l'attente paresseuse d'un sauveteur survenant à point nommé, comme au cinéma. La dignité du roi Michel est celle de l'homme d'État qui ne cède rien et qui courbe sa personne devant sa fonction, même et surtout quand il n'a plus aucun pouvoir. Cela implique un sacrifice quotidien de soi-même que le sacre du peuple souverain vient, parfois, reconnaître.

Bertrand RENOUVIN

(1) Au nom de la Nouvelle Action royaliste, j'ai rendu hommage à la reine Anne dans le numéro 1105 de *Royaliste*, 4-17 septembre 2016).

(2) Cf. « Le roi Michel Ier, arbitre incontournable de son pays », *Royaliste*, numéro 1079, 20 mai-1er juin 2015. Pages 6 et 7.

SOMMAIRE

P 1 Cible : Supplique - P 2 : Michel Ier de Roumanie - P 3 : Chanson : Quand Johnny s'en est allé - Écho des blogs : SMIC P 4 : Philipottistes :Une stratégie transpartisane - P 5 : Population : La bombe africaine ? - P 6 - 7 : Allemagne : Le président arbitre - P 8 : Analyse : Pourquoi Macron ? - P 9 : Idées : Le grand détournement - P 10 : Grande-Bretagne : Philippe d'Edimbourg - Télévision : Droites en Résistance - p 11 : Brèves : Népal, Cambodge, Bulgarie, Brésil - Actualité de la NAR Cérémonie d'hommage, Famille de France - P 12 : Éditorial : François Gerlotto : L'espoir burkinabé .

Chanson

Quand Johnny s'en est allé…

Les grandes foules savent reconnaître les talents, et d'une manière ou d'une autre, elles se reconnaissent dans les artistes qu'elles plébiscitent.

Piaf, Gabin, Aznavour, Delon, Belmondo, c'est la France. Johnny aussi, même s'il joue à l'Américain. Johnny est le rêve américain de la France des années soixante – celle de James Dean, celle du rock n'roll qui est la musique du métissage blancs-noirs comme l'a si bien dit Paul Yonnet dans *Jeux, modes et masses*… Cela a été dit ou écrit dans les jours qui ont suivi la mort du chanteur – mais noyé dans le tintamarre médiatique. A quoi bon s'en indigner ? Notre nation est sortie de la religion au sens que Marcel Gauchet donne à cette sortie et il n'est pas étonnant que des formes de religiosité se manifestent en diverses occasions et tout particulièrement lorsque des personnages hors du commun viennent à disparaître : la princesse de Galles il y a vingt ans, Johnny Halliday aujourd'hui.

Emmanuel Macron a eu tort de saluer en Johnny un « héros français ». Ce qui serait excusable chez un Sarkozy ou un Hollande, incultes notoires, ne l'est pas chez un homme qui a étudié la philosophie. Un héros, c'est dans la langue commune un homme courageux, qui s'est sacrifié pour son pays mais c'est, philosophiquement, un être-pour-la-mort, qui s'expose à la mort pour acquérir une gloire immortelle – tout le contraire de l'homme qui se dévoue… Johnny Halliday n'était ni un homme courageux, ni un grand serviteur de la France – pas même un bon contribuable. Il a été, il restera longtemps, une divinité moderne, *« olympienne »* comme dit Edgar Morin car sa vie a été exceptionnellement brillante comme celle de toutes les grandes *stars*, très éloignées mais très proches de nous par leurs joies, leurs chagrins, leurs souffrances ultramédiatisés.

Quand meurt un olympien, les médias ne se contentent pas d'informer : ils co-produisent les funérailles en diffusant de l'émotion comme ils co-produisent l'action terroriste en amplifiant l'émotion qu'elle provoque. Homélies à n'en plus finir, sanctification de la vedette : c'est souvent ridicule, mais du moins cela ne fait pas de mal alors que les jérémiades sur les attentats augmentent considérablement leur effet de terreur.

Après tout ce bruit, il reste que le public ne se trompe pas : il a aimé Piaf qui a si bien chanté la foule, et il aime Johnny qui a su exprimer tous les changements dans l'air du temps depuis les années soixante, comme le dit si bien Jean-Pierre Le Goff dans *Le Figaro* du 7 décembre. Jusqu'à la fin, il fut la jeunesse d'une époque qui n'est plus. La grande foule qui faisait cortège le 9 décembre pleurait aussi cette époque, mythifiée par les chansons de Johnny.

B. LA RICHARDAIS

Écho des blogs

SMIC

David Cayla est chercheur au GRANEM, maître de conférences à l'université d'Angers, membre des Economistes atterrés et co-auteur, avec Coralie Delaume de *« La fin de l'Union Europénne »* (Ed. Michalon). Il revient, pour le site *Yahoo* (1), sur le rapport préconisant une réforme du calcul de Smic.

Dans ce rapport, un groupe d'experts recommande plusieurs mesures sur le Smic, jugé *« élevé comparé à ses homologues étrangers mais peu efficace pour lutter contre la pauvreté. »* ce qui n'est pas vraiment surprenant quand on connaît la doxa ordo-libérale qui nous gouverne depuis plusieurs années.

Pour David Cayla, le lien entre une baisse du taux de chômage et un faible salaire minimum n'est pas démontré. Il prend en exemple l'Allemagne, modèle suprême de tous les ordo-libéraux : *« Il y a quelques années, l'Allemagne a mis en place un Smic, qu'ils ont augmenté récemment. En parallèle, le chômage a diminué. Ca montre que le salaire minimum ne joue pas sur l'emploi »* car l'argument à retenir est exactement inverse en soulignant la corrélation entre un salaire minimum important et un faible taux de chômage : *« Si vous donnez un Smic à un niveau satisfaisant, les salariés vont consommer davantage, car ce sont les petits salaires qui peuvent rapidement augmenter leur consommation, donc l'activité économique du pays va donc augmenter, et le taux de chômage se réduire »*, d'autant que selon lui, la majorité de la consommation se fait dans le secteur des services, donc en France. : *« Quand on dépense 1 euro en France, 80 centimes vont dans le secteur des services, donc contribuent à la hausse de l'activité en France ».*

Puis il rajoute : *« Il faut conserver le principe actuel d'indexation du Smic, qui permet aux petits salaires d'avoir une redistribution de pouvoir d'achat et de profiter des négociations de hausse de salaire des autres statuts, eux qui ont un faible pouvoir de négociation »* alors que le groupe d' *« experts »* propose de simplifier ces deux règles en indexant le Smic uniquement sur l'inflation ou de supprimer carrément *« toute règle indexatoire »*. Enfin, il rappelle qu' *« il y a de plus en plus d'emplois précaires, qui gagnent donc moins que le Smic puisqu'ils travaillent moins que la durée légale (...) »*. Pour conclure, il dévoile le véritable objectif de ce rapport : *« Cette commission a été formée d'économistes dont les pensées allaient forcément aboutir à un rapport de ce genre. Cela permet à Emmanuel Macron de pouvoir prendre des décisions comme une réforme du Smic en s'appuyant sur le rapport, en disant « ce n'est pas moi qui le préconise, ce sont les experts ».*

Loïc de BENTZMANN

(1) https://fr.finance.yahoo.com/actualites/revalorisation-du-smic-il-faut-garder-le-systeme-actuel-juge-un-economiste-172324367.html

Une stratégie transpartisane

Officiellement enregistré comme parti politique depuis septembre, Les Patriotes de Florian tentent de se faire une place dans le paysage politique actuel, lequel a été profondément bouleversé par la percée de LREM et la décrépitude du PS et de LR.

Un message est apparu sur le réseau social *Twitter* il y a quelques jours. Son contenu – révélateur de la virulence des militants FN contre les militants philippotistes – était explicite : *« Vous* [Les Patriotes] *êtes les poubelles du FN. »* Autrement dit, aux yeux des lepénistes, les Patriotes de Florian Philippot ne seraient qu'un sombre méli-mélo de traitres qui ont découpé leur carte d'adhérent FN pour aller se jeter dans les bras de l'ancienne tête pensante de Marine Le Pen. Pourtant, quand on se penche plus sérieusement sur le nouveau parti de Florian Philippot, rien n'est moins sûr.

Évidemment, ce dernier aura beaucoup de mal à faire oublier son passé politique au FN de 2011 à 2017, surtout qu'il en a été le numéro 2. Et le fait que des anciens cadres ou *« figures »* frontistes, tel que Sophie Montel (antérieurement éjectée du parti) ou Gérard Marchand (maire de Brachay où le FN faisait sa rentrée politique) aient suivi Florian Philippot n'aidera pas à donner le change ou à donner l'illusion un parti *« issu de rien »*. Mais un parti ne prend jamais ses racines nulle part. Ensuite, force est de reconnaître une stratégie de communication et une mise en avant de sujets transpartisans voire habituellement monopolisés par la gauche chez *les Patriotes*. Le parti ne se révèle pas monomaniaque, du moins officiellement, sur les thèmes de l'immigration ou de l'identité. Peu de chances aussi de trouver chez eux le vieux fond racialiste propre à un FN hérité de Jean-Marie Le Pen.

Les Patriotes ont comme leitmotiv l'Union Européenne, l'euro et le Frexit. Des thèmes chers à Florian Philippot qui a tenté durant des années d'imposer cette ligne eurosceptique à Marine Le Pen, sans succès puisqu'il a été de facto mis en minorité au FN par la ligne traditionnelle lepéniste. Les thèmes sociaux découlant des problèmes inhérents à l'Union Européenne interviennent tout autant dans les entretiens ou les *tweets* de Florian Philippot que chez ses militants. Le dumping social, les délocalisations, le patriotisme économique, la défense des ouvriers et salariés français sont des sujets non revendiqués à droite chez les libéraux *Les Républicains*, ou chez les partis de centre-droit ou au PS. Le patriotisme économique et la remise en cause du modèle libéral européiste ne se retrouvent que chez des Républicains de gauche type MRC ou chez la France Insoumise. L'autre originalité du parti philippotiste est de faire de son cheval de bataille la cause animale. On pourrait penser que cette ligne de conduite ne viserait que l'abattage halal mais les propositions sont, à dessein, beaucoup plus larges et poussées : interdiction de la chasse à courre, des fermes-usines (là encore symptomatiques d'une vision intensive de l'économique qui va de pair avec l'ultra-libéralisme), de la corrida, des expérimentations animales. Ce thème de la cause animale reste assez délaissé par les partis traditionnels. On notera cependant l'implication de la France Insoumise sur ce sujet, Jean-Luc Mélenchon ayant régulièrement appelé à réduire notre alimentation carnée.

De façon plus générale, l'écologie reste un enjeu aujourd'hui dont certains à gauche se revendiquent les défenseurs sans aller au bout de leur démarche humaniste ou terrienne, en ne dénonçant pas, par exemple, des manipulations du vivant. L'écologie, par nature conservatrice, n'est pas un thème qui est l'apanage de la gauche sur l'échiquier politique. Le culte du retour à la terre prôné par les hippies des années 1970 a d'abord été mené par les partis agrairiens – qualifiés de populistes de droite - dès les années 1930, comme le parti agraire et paysan français créé en 1927 par Fleurant Agricola. Sur ce thème comme sur d'autres, le parti de Florian Philippot entend brouiller le clivage gauche/droite, déjà largement obsolète, pour mieux mettre en lumière le clivage mondialistes/souverainistes. Si l'intention est louable, il reste que l'union avec d'autres partis souverainistes – MRC, FI, DLF - a une chance infinitésimale d'aboutir en France à cause des coups de freins opérés par certains leaders politiques qui n'envisagent d'alliance circonstancielle avec personne, même au nom d'une lutte commune contre le libéralisme et la technocratie européenne.

Indiana SULLIVAN

Jean d'Ormesson et la France

Dans ses *Dégagements*, Régis Debray dit qu'il y a quatre France :

Une France souffrance qui est un caractère. C'est celle de l'Affiche rouge et de l'*Armée des ombres*, de Georges Bernanos, de Charles Péguy et Pierre Schoendorffer ;

Une France enfance, qui est une âme. C'est celle, rêveuse et anarchisante, de Brassens et de Truffaut ;

Une France romance, qui tient du rêve éveillé – celle de Romain Gary, d'Edith Piaf et du général de Gaulle, *« cascadeuse, fatigante, querelleuse, maniaco-dépressive et parfois mythomane »*.

Et puis il y a la France élégance, qui est un esprit. C'est une France droitière et libertine, celle de Watteau et de Jean d'Ormesson…

A titre personnel ou collectivement, il est normal d'avoir ses préférences. Mais on ne comprend rien à la France si l'on rejette l'un de ses visages. Nous étions à bien des égards très éloignés de Jean d'Ormesson. Mais il est nôtre.

La bombe africaine ?

Désamorcer *« la bombe africaine »*, Macron avait-il autre chose en tête à Ouagadougou avant de se rendre à un sommet Union européenne-Union africaine à Abidjan qui était hanté par la question ? Les deux déplacements étaient trop liés pour pouvoir aborder sereinement l'Afrique en soi.

Il fut un temps où l'on se lamentait du dépeuplement de l'Afrique du fait des *razzias* d'esclaves. Les potentats locaux se débarrassaient des délinquants - qui n'étaient parfois que leurs opposants ou les prisonniers des ethnies défaites - en les livrant aux négriers. Les affaires récentes en Libye ont fait revivre le spectre de l'esclavagisme. À la différence de leurs ancêtres, la majorité des migrants se sont engagés volontairement sur la route de l'exil et ils ne comptent pas rejoindre une terre d'esclavage mais une sorte d'eldorado. Si *« esclavagisme »* il y a, ce sont dans les conditions de travail quand ils sont tombés aux mains des passeurs. L'esclavage dans la mentalité américaine est quelque chose de spécifique qui ne correspond pas à notre regard. L'émotion suscitée par le reportage de C.N.N. a été ressentie de plein fouet par la diaspora. C'est autre chose côté africain.

Le président Macron a tenté un exercice d'équilibrisme entre les deux univers. D'une part, il s'entoure de franco-africains pour lui fournir des idées pour mieux valoriser l'Afrique aux yeux des Français et réciproquement. D'autre part, aux immigrés bloqués en Libye, il ne propose qu'une seule solution : le rapatriement dans leurs pays d'origine. Les deux termes semblent s'harmoniser. Ils sont en réalité diamétralement opposés.

Selon l'ONU, 80% des neuf millions de réfugiés africains restent sur le continent. Un rapide calcul montre qu'il y en a encore tout de même 1,8 millions qui passent en Europe, ou au Moyen-Orient : beaucoup de sahéliens, de soudanais et d'érythréens sont en Arabie séoudite. Le problème des réfugiés n'est donc pas essentiellement un problème européen, mais africain. 400 000 réfugiés sont ainsi au Tchad : soudanais, centrafricains et nigérians qui fuient Boko Haram. Que fait-on pour eux ?

Le président Macron répond. Il n'a pas voulu mettre ses pas ni dans ceux de la colonisation (donc pas de référence au discours de Brazzaville de 1944), ni du postcolonialisme (genre discours de Sarkozy à Dakar en 2007), ni en faire trop sur la sécurité (Hollande au Mali), ni même suivre les pas d'Obama (au Ghana en 2009, un peu trop condescendant, lui d'origine kenyane). En venant à Ouagadougou rendre hommage aux mânes de l'ancien président Sankara - assassiné en 1987-, peut-être se souvenait-il de la passe d'armes entre le panafricaniste et l'africaniste réaliste qu'était Mitterrand en 1986, en tout cas il n'a pas souhaité refaire un discours de La Baule où le second appelait l'Afrique à se démocratiser. Le renversement de Compaoré en 2014, les récents départs des vieux révolutionnaires comme Dos Santos en Angola et Mugabe au Zimbabwe auraient pu le conduire sur cette voie. Or il a délibérément minoré le sujet pour ne pas avoir l'air d'un donneur de leçons. De constitutions et d'élections il ne s'en mêlera pas, dit-il. Certes la posture est sage, mais comment ignorer comme il le reconnaît que les millions de réfugiés cités précédemment ne fuient pas des guerres d'État à État mais des conflits politiques internes ? L'Afrique ne connaît pas seulement des problèmes d'eau et d'électricité, de santé et d'éducation. Elle ne fait pas quatre ou cinq enfants par femme par plaisir, mais qui le dit ? Qui l'écrit ?

La grande question qui tétanise les experts européens aujourd'hui est de savoir comment distinguer entre réfugiés économiques et demandeurs d'asile politique. Les Africains, dit-on, fuient la misère. Mais quand bien même ils fuiraient la misère, d'où provient cette misère sinon de la dictature, de la guerre civile, de la répression des oppositions ou des groupes dissidents, de la désorganisation des transports due à l'insécurité, et pas en premier chef d'un manque d'emplois, de la sécheresse ou des inondations. Si l'on admet que le changement climatique est dû à la main de l'homme, la preuve la plus flagrante se situe en Afrique, le continent-mère de l'humanité.

La solution à la « bombe africaine » ne réside pas dans les systèmes de santé et d'éducation – dont il faut absolument faire des priorités – d'ailleurs beaucoup plus avancés en Afrique anglophone qu'en Afrique francophone – qui sont des instruments, mais dans la volonté politique, dans l'organisation des institutions politiques, notamment dans un secteur qu'on n'ose même pas citer, un mot fétiche : la justice.

Yves LA MARCK

Communiquer avec la NAR :

lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

Tél. : 01.42.97.42.57

Suivre la NAR sur Internet :

http://www.nouvelle-action-royaliste.fr

http://archivesroyalistes.org

Retrouvez ses vidéos sur YouTube

Le président arbitre

Lorsqu'en France, il est fait référence aux dirigeants allemands, une seule et principale personne vient immédiatement à l'esprit, Angela Merkel, tout comme Emmanuel Macron, lorsqu'il s'agit de la France.

Or, comme chacun le sait pourtant, ou devrait le savoir, Angela Merkel n'est pas le chef de l'État allemand, tout comme Emmanuel Macron n'est pas le Premier ministre de la France. L'une gouverne l'Allemagne, en tant que Chancelière - fonction équivalente à celle de Premier ministre -, sous l'autorité du Président allemand et en responsabilité devant le *Bundestag* *, tandis que l'autre est censé présider aux destinées nationales de la France, en tant que garant et arbitre de nos institutions.

En réalité, notre président gouverne impunément et en toute irresponsabilité face à l'Assemblée nationale, avec un parti politique majoritaire, créé par lui de toute pièce et totalement inféodé.

L'Allemagne est une République réellement parlementaire, tandis que la France, surtout depuis le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en faveur de l'élection présidentielle au détriment des élections législatives, est devenue une république aux allures bonapartistes.

En Allemagne, malgré la *« crise politique »*, la démocratie est vivante, tandis qu'en France la démocratie est bridée par le système institutionnel et le régime électoral du scrutin majoritaire à deux tours.

En apparence, mais en apparence seulement, il règne en France une fausse stabilité politique.

Alors que l'Allemagne dispose des moyens institutionnels nécessaires pour résoudre ses contradictions et ses crises politiques, dans la concertation et la négociation, la France est engagée depuis plusieurs années dans une voie, dont l'issue peut déboucher non pas sur une crise politique (événement probable et normal en démocratie) mais sur une crise institutionnelle, à savoir une crise de régime.

Cette problématique est liée essentiellement à deux principes mis à mal en France : la séparation des pouvoirs et l'indépendance du chef de l'État vis-à-vis des partis politiques - et inversement.

Un seul exemple récent vient encore illustrer ces pratiques : l'intervention directe d'Emmanuel Macron dans la nomination de Christophe Castaner à la tête du parti du président « La République en Marche », alors qu'il était par ailleurs porte-parole du gouvernement et demeurera de surcroît secrétaire d'État aux relations avec le Parlement. Il y a imbrication totale entre pouvoir exécutif et législatif, entre le chef de l'État et son parti. Il y a confusion des genres pour Christophe Castaner, qui va parler au sein de l'Assemblée nationale, tout à la fois au nom de l'intérêt général, comme membre du gouvernement, et au nom de son parti.

De surcroît, il y a confusion des rôles entre un Président non pas chargé de défendre l'intérêt général selon la volonté générale exprimée par son parti à l'Assemblée nationale, ce qui relève du Premier ministre, mais chargé de défendre, comme garant et arbitre, le Bien commun, la *Res-publica*, ce qui n'est pas la même chose, et ce qui justifie constitutionnellement son irresponsabilité politique devant l'Assemblée. Même si, inspiré de *L'Esprit des lois* de Montesquieu, lui-même inspiré du système de Westminster de la monarchie britannique, l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 - inscrit dans notre bloc de constitutionnalité - mentionne : *« toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée n'a point de constitution »*, encore faut-il que cette séparation, qu'elle soit stricte ou souple, ne soit pas seulement déterminée dans le texte, mais effective dans son application, pour parler de Constitution.

Observer l'exercice du pouvoir, dans les monarchies parlementaires européennes qui ont en plus l'avantage de la continuité, de l'incarnation, et de la légitimité historique, en s'inscrivant dans la durée, ou même simplement, dans les républiques parlementaires - aujourd'hui l'Allemagne -, peut amener tout citoyen français à réfléchir sur l'équilibre des pouvoirs dans un régime réellement parlementaire.

En Allemagne, si le Chancelier ou la chancelière gouverne, le président arbitre. Il propose le nom d'un chancelier ou d'une chancelière en fonction des résultats électoraux, qu'il charge de former le gouvernement et qu'il nomme ensuite officiellement. Il se peut que cela soit le chef du parti majoritaire au *Bundestag* ou celui du parti le plus important, mais pas nécessairement.

Le président examine les lois qui lui sont présentées en vue de leur promulgation et peut refuser de les signer, dès lors qu'il estime qu'elles sont contraires à la Constitution. Il dispose aussi du droit de dissoudre le *Bundestag* en cas de crise - absence de majorité parlementaire absolue en faveur du gouvernement formé par le chancelier, ou après démission du chancelier ou suite à un

vote de défiance du *Bundestag* ou au décès du Chancelier - et d'ordonner la tenue de nouvelles élections. Il dispose du droit de grâce pour les condamnés. Il représente au plus haut niveau de l'État la République fédérale allemande lors des visites d'Etat et accrédite les ambassadeurs. Enfin, il décerne les décorations officielles pour les personnes méritantes que l'État allemand veut honorer. Il est donc réellement une autorité morale qui peut exercer une grande influence à travers les nombreux discours qu'il délivre à la nation allemande, en prodiguant conseils et mises en garde.

En Allemagne, le Chef de l'État n'est pas élu au suffrage universel direct, mais indirect. C'est l'Assemblée fédérale (*Bundesversammlung*) composée pour moitié de membres du Parlement national (*Bundesrat* * et *Bundestag* *) et pour autre moitié d'électeurs choisis par les parlements régionaux (*Länder*) parmi lesquels on peut trouver outre des députés, des personnalités issues de la société civile, du monde de la culture, du sport, des sciences… qui élit le président de la République.

Cette élection au suffrage universel indirect est liée aussi à l'histoire particulière de l'Allemagne qui, après guerre, a tiré les leçons de son passé nazi et des dérives plus que dommageables de l'exercice du pouvoir personnel.

Aujourd'hui, après plus d'un mois de négociations entre les conservateurs de la CDU-CSU, les libéraux du FDP et les écologistes des *Grünen* pour la formation d'une coalition gouvernementale majoritaire au Bundestag, Angela Merkel est en échec, qui fait face à une montée de l'AFD (Alternative pour l'Allemagne, parti d'extrême droite) consécutive à sa politique migrationniste. Cette fois, les sociaux démocrates ont tout d'abord refusé de participer à une grande coalition comme c'était le cas depuis 2013, pour en avoir subi un lourd revers lors de ces récentes élections.

L'absence de majorité parlementaire pour la formation d'un gouvernement de coalition ne s'est jamais produite depuis la naissance de la République fédérale allemande, en 1949.

C'est donc à l'épreuve d'événements politiques, exceptionnels pour l'Allemagne, que se révèle le rôle d'arbitre du président de la République.

Alors qu'Angela Merkel, qui n'a pas démissionné, réclamait un retour aux urnes pour des élections anticipées, pour lesquelles elle se déclare à nouveau candidate, le président Frank-Walter-Steinmeier a fait savoir qu'il écartait dans l'immédiat la tenue de nouvelles élections, en rappelant que *« tous les partis politiques élus au Parlement ont une obligation envers l'intérêt commun de servir notre pays »* et en ajoutant qu'il attendait de tous *« qu'ils soient disponibles pour le dialogue, afin de rendre possible, dans un délai raisonnable, la formation d'un gouvernement »*.

Le 20 novembre, il annonçait qu'il allait consulter tous les dirigeants des partis politiques ainsi que les présidents des deux Chambres du Parlement et de la Cour fédérale. Usant de son influence auprès du SPD, son parti d'origine, afin de l'inciter à trouver un compromis pour la formation d'une nouvelle coalition avec la CDU-CSU, il a finalement obtenu au soir du 23 novembre une révision de la position du SPD auquel, semble-t-il, il a fait entendre les intérêts de l'Allemagne, à savoir : éviter le prolongement d'une instabilité politique face à la montée de l'extrême droite, négocier l'affirmation d'un volet social dans la future coalition pour laquelle la CDU-CSU prône le maintien d'Angela Merkel comme chancelière, défendre des positions allemandes équilibrées et puissantes dans les enjeux européens que sont le Brexit et la volonté de *leadership* du président français.

S'impliquant comme médiateur, en recevant ensemble Angela Merkel pour la CDU, Martin Schulz pour le SPD et Horst Seehofer pour la CSU, le 30 novembre au Palais de Bellevue à Berlin (ancienne résidence du frère de Frédéric II Roi de Prusse, siège de la Présidence de la République), le Président de la République fédérale allemande aura finalement permis d'envisager la perspective de former un nouveau gouvernement, en évitant le risque d'une instabilité politique majeure, tout en défendant le Bien commun pour son pays. Néanmoins, les négociations s'annoncent serrées et longues, le SPD ayant annoncé vouloir prendre le temps de débattre point par point des sujets qui fâchent avec la CDU-CSU.

Sans doute le système allemand, par son système électoral de représentation proportionnelle au scrutin de liste, impliquant une coopération responsable entre les partis pour pouvoir gouverner, est-il plus adapté que le nôtre à faire du chef de l'État un véritable garant et arbitre, indépendant des partis.

Entre crise politique et crise de régime, il semble qu'un système institutionnel réellement parlementaire, permet de dépasser les nécessaires confrontations de la vie démocratique, et de rendre celle-ci plus vivante, plutôt que de l'étouffer, avec le risque de déboucher un jour sur une crise de régime, souvent mal maîtrisée, lorsque s'exerce un pouvoir personnel. C'est une question qui mérite actuellement d'être méditée pour la France et son avenir.

Denis CRIBIER

*Bundestag : la chambre basse du Parlement allemand équivalente à notre Assemblée nationale.

*Bundesrat : la chambre haute du Parlement allemand équivalente à notre Sénat, mais avec beaucoup plus de pouvoirs, dont un droit de véto absolu sur le Bundestag pour toute question relevant de la législation relative aux Länders, et un

Avez-vous pensé à vous réabonner ?

Pourquoi Macron ?

Désigner Emmanuel Macron comme le candidat du MEDEF et des médias ne suffit pas à expliquer son élection. Un dossier de la revue *Le Débat* aide à en comprendre les ressorts et à s'interroger sur sa portée.

Comme les autres candidats, Emmanuel Macron était assuré de l'emporter face à Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Encore fallait-il qu'il l'emportât au premier tour. Deux facteurs liés ont favorisé sa victoire, le renoncement de François Hollande à se représenter et les primaires.

Pour Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean Jaurès, le déficit d'incarnation du président sortant n'explique pas tout. Ce n'est pas son bilan qui a tué François Hollande, mais l'absence de cohérence entre son discours social-démocrate et sa pratique social-libérale. En acceptant le principe des primaires, François Hollande a entretenu le doute sur le bien-fondé de sa candidature, explique Marcel Gauchet. L'aveu d'impuissance de François Hollande, résume Gilles Finchelstein *« était une sorte de mise à nu qui appelait une réponse sortant de l'ordinaire »*.

Mais pourquoi Macron et pas un autre ? Héritier putatif de François Hollande, Emmanuel Macron incarnait ce que l'opinion tenait pour la vraie politique du président sortant. Cependant, selon Marcel Gauchet, *« l'opposition n'était pas plus désirée par l'opinion que la majorité »*. Une *« crise du politique s'est approfondie à la fin du quinquennat », le désir de rupture primant celui de « réformes graduelles »*. Par ailleurs, la logique qui a dominé les primaires a contribué à l'échec des candidats qu'elles ont permis de désigner. Elles ont fonctionné comme un révélateur de la crise des partis et du trouble des électeurs. Une logique identitaire s'est substituée à la logique électorale. Elle a avivé les logiques internes des deux camps. Elle a laissé un immense espace central à Emmanuel Macron, porteur, considère Gilles Finchelstein, *« d'une rupture politique majeure au moment précis où les Français voulaient une rupture »*. De plus, explique Stéphane Rozès, Macron a compris que *« le clivage porte désormais sur la possibilité de survivre dans la mondialisation sans pour autant renoncer à notre modèle »*. Sa force a été de ne se situer *« ni en soumission ni en résistance vis à vis de l'extérieur, qu'il s'agisse de Bruxelles ou de la mondialisation »*. Il a été le seul à dire aux Français qu'ils ne sont pas responsables de leur malheur mais que la faute en revient au système politique.

Ces élections *« sous le signe de l'imprévisible »*, pour reprendre le titre du dossier, révèlent-elles une crise du régime ? Nicolas Rousselier, auteur de *La force de gouverner, étude consacrée au pouvoir exécutif en France depuis le XIXe siècle* (Gallimard), écrit avec malice que *« le régime se trouve en même temps en voie d'épuisement et en même temps en phase de renouveau »*. La crise des partis doit être replacée dans la longue durée. Elle ne doit pas être tenue pour une crise de régime. Le rapport qu'ils entretiennent avec le régime n'est pas un accident, mais une des caractéristiques de la Ve République. Emmanuel Macron n'est pas le fossoyeur de la Ve République. Il confirme au contraire *« la règle implicite du régime »* en forgeant un parti conçu comme un instrument de conquête du pouvoir, *« plutôt que d'avoir à subir tous les aléas de la vie d'un parti à l'ancienne »*.

Pour Gilles Finchelstein, la prédominance écrasante de l'élection présidentielle dès le premier tour, c'est l'esprit de la Ve retrouvé. Nous avons eu ensuite *« un second tour très Ve République telle que son fondateur l'avait rêvée »*, ajoute Marcel Gauchet pour qui *« la capacité fédératrice de l'élection présidentielle a joué à plein »*.

Mais cet élan est-il susceptible de se prolonger, s'interroge le philosophe ? Emmanuel Macron propose de *« dépasser le clivage droite gauche pour le rendre constructif »*. Or cette tendance centriste cohabite avec *« un réservoir protestataire considérable dans le pays »*, qui risque de devenir explosif. *« L'effet majoritaire et l'état de grâce, toujours très temporaire, ne réduisent pas les* « polyfractures françaises » *temporairement mises entre parenthèses, qui vont ressurgir ». « La maîtrise du théâtre institutionnel, avertit Marcel Gauchet, ne suffira pas à faire accepter des décisions lourdes de conséquences »*. Si Emmanuel Macron a incarné le changement, il n'en a jamais abordé l'aspect substantiel, rappelle Nicolas Rousselier. Sa « révolution de velours », pour reprendre l'expression de Gilles Finchelstein, s'est faite par le haut. Elle n'est pas issue d'un mouvement social parti du bas.

L'exercice pyramidal de celui que Nicolas Rousselier qualifie de *« président Méthode »* exclut tout risque de blocage pour le moment. Mais, souligne l'historien, l'absence d'opposition et de représentation nationale constituent une perspective inquiétante, et *« le macronisme entre maintenant dans la vérité du terrain, notamment du terrain social »*. Ce terrain social, il ne tient qu'à nous de l'occuper.

Laurent LAGADEC

Le Débat, n° 196, septembre-octobre 2017, Gallimard.

Le grand détournement

Les bouleversements politiques commencent des opérations sémantiques – par des opérations qui ont pour enjeu le sens des mots. Nous avons connu cela dans les années quatre-vingt, lorsque les idéologues ultralibéraux abrités sous le bouclier du *« pragmatisme »* ont imposé le concept de Marché et substitué la molle requête d'équité à l'exigence de justice. Sans négliger complètement le phénomène, nous n'avons pas accordé une très grande attention au travail idéologique effectué depuis deux décennies dans les cercles de gauche occupés à redéfinir le champ culturel et à raisonner sur l'islamisme. Nous avons négligé la campagne contre la pénalisation de l'excision lancée par la Revue du MAUSS en 1989 et longtemps tenu le Parti des Indigènes de la République pour un groupuscule sans influence… Il est vrai que l'urgence politique se situait jusqu'en mai 2017 du côté de l'extrême-droite frontiste.

Il faut aujourd'hui constater qu'une poignée d'intellectuels, quelques sociétés de pensée et de minuscules groupes de pression ont conquis une place de choix dans le débat public : ainsi Edwy Plenel, qui voit dans tout musulman la figure douloureuse de l'Opprimé ; Danièle Obono, député de la Nation, qui s'est déclarée solidaire de Houria Bouteldja, égérie des Indigènes de la République ; le CRAN qui demande qu'on déboulonne les statues de Colbert, réduit à son rôle dans la rédaction du Code Noir. Et quand le syndicat SUD Education 93 décide en novembre 2017 d'organiser un stage au cours duquel se tiendront des ateliers fermés aux *« Blancs »*, il faut s'inquiéter de voir des boutefeux à l'œuvre au centre de l'Éducation nationale.

L'idéologie communautariste gagne manifestement du terrain à gauche et le premier mérite de Fatiha Agag-Boudjahlat est de faire l'histoire de cette entreprise de subversion qui vise la destruction des principes fondamentaux de la République (1). Cette subversion est d'abord celle des mots et des concepts qu'ils expriment. La tolérance n'est pas cette attitude que beaucoup de citoyens confondent avec le respect mais une injonction générale, réputée vertueuse, qui est utilisée pour cautionner des pratiques culturelles injustifiables. L'excision, par exemple, marquerait une différence culturelle contradictoire avec la vision ethnocentrique que nous n'avons pas à imposer. Ce point de vue est peu partagé mais on a vu un tribunal français prendre en compte la différence ethnoculturelle et condamner a minima des parents rom qui prostituaient leurs enfants. La défense du voilement intégral procède du même raisonnement, qui conduit à promouvoir la différence culturelle ou religieuse dans le parfait mépris des principes universels selon lesquels notre droit est fondé – tout particulièrement le principe de l'impersonnalité de la loi. À l'autre extrême, on s'est emparé de la laïcité républicaine pour tenter de mobiliser les Français contre l'islam, et on en appelle à la Résistance pour les inciter au nettoyage ethnique.

Le racisme fait aujourd'hui l'objet d'un retournement spectaculaire et tout à fait pernicieux. Pour les Indigènes de la République, c'est l'État qui est raciste car il se chargerait de perpétuer la domination blanche sur des Noirs, des Arabes et des Musulmans qui seraient assignés à un statut racial d'indigènes, comme au temps des colonies. Après avoir repris tout le débat sur le voile, Fatiha Agag-Boudjahlat dissèque la thématique indigéniste et rappelle que les critiques qu'elle a adressée à Houria Bouteldja, la cheftaine du PIR, lui valent d'être fustigée comme *« harkiette »*, *« collababeurette »*, *« bounty »* et *« nègre de salon »*. Ces insultes signifient à la fille d'immigrés algériens, devenue citoyenne française et ardente républicaine, qu'elle doit choisir entre la fidélité à ses origines et la France. Fatiha Agag-Boudjahlat ne se laisse pas prendre au piège : elle aime sa mère et ses frères, elle aime la République qui permet la promotion au mérite – la sienne par exemple – dans la liberté et l'égale dignité des personnes. Elle récuse l'alternative entre l'assimilation et l'intégration, entre l'intégration et la sédition : *« In fine, il s'agit d'être heureux. Et personne ne peut l'être s'il grandit dans la haine des autres »*.

Il faut vouloir la fraternité, contre ceux qui fabriquent de la haine, contre ceux qui construisent des communautés exclusives, contre les entrepreneurs de guerre civile qui s'activent à droite et à gauche. On ne fera pas reculer ces individus par des exhortations au *« vivre-ensemble »* mais par une élucidation méthodique de leurs discours et de leurs procédés. Fatiha Agag-Boudjahlat excelle dans ce travail qui renvoie les identitaires de tous bords à leurs insupportables contradictions : Les identitaires de droite et les indigénistes de gauche récusent le droit du sol au profit du droit du sang. C'est dans un seul et même racisme qu'ils communient et communautarisent avec pour finalité la guerre ethnique – qui est également l'objectif des djihadistes. L'apologie de la différence culturelle conduit à ethniciser la religion musulmane ou à la folkloriser et dans le même mouvement à faire du christianisme la religion des *« Blancs »*, tandis que d'autres réduisent les symboles du christianisme, par exemple les crèches de Noël, à une tradition culturelle brandie face aux musulmans. Croyances, cultures, peuples, tout est mélangé pour fabriquer des communautés en forme de machines de guerre contre la nation. Fatiha Agag-Boudjahlat a raison : contre les fictions meurtrières du communautarisme, il faut vouloir la liberté, l'égalité et la fraternité, principes à valeur universelle.

Bertrand RENOUVIN

(1) Fatiha Agag-Boudjahlat, *Le grand détournement, Féminisme, tolérance, racisme, culture*, Le Cerf, 2017.

Grande Bretagne

Philippe d'Edimbourg

Avec cette biographie (1), Philippe Delorme relate la vie du mari de la reine Elisabeth II. Les lecteurs français, curieusement, n'avaient pas encore d'ouvrage dans leur langue le concernant.

Prince de Grèce et de Danemark, celui que l'on connaît sous le nom de duc d'Edimbourg est né en 1921 dans l'histoire mouvementée de la Grèce au début du siècle. Il est apparenté à plusieurs familles royales européennes. Son père est André de Grèce et sa mère est Alice de Battemberg. À cause des événements politiques grecs et suite à la mésentente de ses parents il fait ses études en France, puis en Angleterre. Adopté pratiquement par son oncle lord Mountbatten il achève ses études en Angleterre avant de commencer une carrière brillante dans la Royal Navy comme officier.

Il participe à la guerre et s'illustre dans des combats victorieux qui le font remarquer. Proche de la famille royale, il est invité à la cour de Georges VI et ne tarde pas à séduire la jeune princesse Elisabeth, héritière du trône. Il l'épouse en 1947 à l'abbaye de Westminster au cours d'une cérémonie qui enthousiasme un pays au sortir de la guerre.

Malgré le rôle effacé qui est le sien, au second plan derrière la reine, le prince Philippe a une importance considérable dans la famille royale. Doté d'un caractère fort, allemand diront ses détracteurs, il est le véritable chef de famille et c'est lui qui se charge de l'éducation des quatre enfants du couple royal. N'intervenant naturellement pas dans les affaires de l'État, il est néanmoins un soutien et un conseiller de la reine. Né dans un environnement de familles royales qui règnent ou ont régné dans les principales cours d'Europe il a des prédispositions à exercer ce rôle. Mais au Royaume – uni, c'est plus difficile car il n'est officiellement que l'époux de la souveraine. Renonçant à beaucoup de ses passions et en particulier à sa carrière navale déjà brillante, il saura s'acquitter de sa tâche avec autorité et dévouement. Autoritaire et d'humeur changeante, il ne s'entend guère avec son fils aîné, le prince Charles, d'un tout autre caractère que lui.

Son rôle lui permet néanmoins de s'occuper de missions de représentation dans le monde en général et dans le Commonwealth en particulier. Dans ses discours, il manifeste un intérêt particulier pour l'écologie et les menaces qui pèsent sur l'humanité. De son aveu, *« vieux jeu »*, il n'en montre pas moins une attention soutenue aux défis sociaux, humains du monde moderne. Récemment retiré de la vie publique à 96 ans, son action au sein de la famille royale a été prépondérante notamment au cours des crises qui secouèrent la famille royale et largement connues. Le grand intérêt du livre de Philippe Delorme est de montrer l'importance, dans le fonctionnement d'une monarchie si particulière, de l'éducation et de la culture du pouvoir qu'ont les familles royales face aux responsabilités qui leur échoient. Le prince Philippe a été à la hauteur de cette tâche et à fait beaucoup pour le passage de la monarchie anglaise dans la modernité. La lecture de cet ouvrage, agréable à lire de surcroît aidera à la compréhension du règne de la reine Elisabeth II.

Marc HEDELIN

(1) Philippe Delorme, *Philippe d'Edimbourg, une vie au service de Sa Majesté*, Tallandier, 2017.

Télévision

Droites en Résistance

Sous un titre quelque peu racoleur, France 5 a diffusé le 3 décembre un très remarquable documentaire sur la participation d'hommes de droite à la Résistance.

On a cru bon d'attirer le public avec un titre qui ne rend pas exactement compte de ce qui est expliqué dans l'émission : « Quand l'extrême-droite résistait, 1939-1945 ». Cela fait pendant au titre du documentaire diffusé le 10 décembre : « Quand la gauche collaborait ». On sait qu'une partie de l'extrême-droite a collaboré (Joseph Darnand par exemple) ou a défendu jusqu'au bout Pétain qui collaborait – Charles Maurras tout particulièrement. Quant à la gauche collaboratrice, elle ne saurait faire oublier les Résistants de gauche. Ce point doit être souligné, car l'extrême-droite actuelle tente de récupérer les Résistants issus de la droite et prend un malin plaisir à faire ressortir les noirceurs de l'autre camp.

Simon Epstein, Olivier Wieviorka et Pascal Ory, les trois historiens invités à expliquer la période, en ont très bien fait ressortir la complexité. Il y a bien des hommes et des femmes d'extrême-droite qui entrent immédiatement en résistance – Georges Loustaunau-Lacau, Marie-Madeleine Fourcade – et parmi eux des monarchistes – le colonel Rémy, Jacques Renouvin, et plus tard Pierre « de » Benouville. Les trois historiens montrent aussi que les militants d'extrême-droite entrés en Résistance se rallient aux principes de la République et de la démocratie incarnés par le général de Gaulle – alors que des Résistants de gauche évolueront pendant la guerre vers le communisme stalinien.

L'émission est à compléter par la relecture des ouvrages de Simon Epstein, notamment « Un paradoxe français » (Albin Michel, 2008).

B.R.

Brèves

Népal, le 27 novembre : Le vice-premier ministre royaliste, Kamal Thapa, a appelé ses partisans à voter massivement en faveur de la coalition de droite, dans laquelle il se trouve avec le Congrès népalais, afin de *« sauver le pays d'un nouveau régime communiste »*. Les mouvements royalistes *Rastriya Prajatantra Party* et *Rastriya Prajatantra Party-Democratic* réclament le retour de la monarchie, abolie en 2008.

Cambodge, le 27 novembre : Le prince Norodom Ranariddh a fait un retour controversé au Parlement avec son parti, le FUNCINPEC. Suite à la dissolution du principal parti d'opposition, le CNRP, 41 de ses sièges ont été attribués aux royalistes.

Bulgarie, le 29 novembre : Le roi **Siméon II** de Bulgarie a accompagné une délégation de son pays menée par le Premier ministre Borissov et a été reçu conjointement par le roi **Salman** et le prince héritier Mohammed pour un bref échange. Lors d'une récente déclaration assez offensive, l'ancien Premier ministre avait réclamé plus d'intégration européenne et s'était félicité que les maisons royales adhèrent dans leur majorité à l'idée de construction européenne.

Brésil, le 2 décembre : Le *Veja São Paulo* affirme que le prince Luiz Philippe d'Orléans et Bragance serait candidat aux prochaines élections législatives de 2018 sous les couleurs du parti libéral *Partido Novo*. Une information qui n'a toutefois pas été confirmée par le prince, neveu du prétendant au trône du Brésil Vassouras.

Frédéric de NATAL

Actualité de la Nouvelle Action royaliste

CÉRÉMONIE D'HOMMAGE

Fusillé le 26 décembre 1942 pour avoir exécuté l'amiral Darlan, **Fernand Bonnier de la Chapelle** est enterré au cimetière de Sèvres. La Nouvelle Action royaliste déposera une gerbe sur sa tombe le samedi 16 décembre à 11 h 45. Comme l'an dernier, elle convie ses militants et ses sympathisants à participer à cet hommage, dans la fidélité à la France libre.

Deux rendez-vous possibles :
- à la sortie de la station Pont de Sèvres, à 11 heures ;
- à l'entrée principale du cimetière ,à 11 h 30.

Après la cérémonie, un déjeuner est prévu dans un restaurant de Sèvres.

S'inscrire **par message ou SMS**, auprès de Laurent : 06 38 12 60 75

FAMILLE DE FRANCE

Le chef d'État-major de l'armée de Terre, Jean-Pierre Bosser, a invité le prince Jean de France à la présentation de l'action des forces terrestres, à Satory. Le Prince, qui est colonel de réserve, participe régulièrement à des formations et à des exercices militaires afin d'assimiler les dernières technologies. Le duc de Vendôme a également assisté, à Satory, à la présentation générale des capacités interarmes de l'armée de terre française en vue de la protection de la nation face aux menaces actuelles, notamment le terrorisme.

Un déjeuner sur le pouce a clôturé cette réunion qui a permis au Prince de retrouver un certain nombre de personnes : anciens du « 4e chasseurs » - auquel il est attaché -, officiers d'active appartenant à divers régiments et auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence s'achève à 22h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 20 décembre : repas amical à 20 h 00

Pas de conférences les mercredis 27 décembre et 03 janvier, en raison des vacances de fin d'année

Reprise des conférences le mercredi 10 janvier

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 01 42 97 42 57

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : .....

Date de naissance : ..... Adresse électronique : .....

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'espoir burkinabé

La tournée africaine d'Emmanuel Macron nous aura permis d'assister à Ouagadougou, la capitale du Burkina-Faso, à un événement majeur. Il ne s'agit pas du discours tenu par notre Président, assez semblable dans sa substance à du Lionel Jospin remastérisé pour faire jeune. Bien sûr nous allons analyser ses propos, même si nous savons qu'Emmanuel Macron a l'habitude de promettre tout et, *« en même temps »*, le contraire de tout. Mais il nous faudra surtout juger sur pièces, car certaines de ses déclarations montrent déjà la limite des promesses faites. Sur le franc CFA, par exemple, ou sur l'esclavage en Libye : impossibles à tenir, ces dernières ont été immédiatement démenties par l'UE et l'UA.

Non, l'événement majeur est venu des étudiants. Qu'avons-nous vu, à Ouagadougou ? Des jeunes gens, filles et garçons, certainement sélectionnés avec soin par l'Université, mais qui après avoir posé les quatre questions *« officielles »* prévues, ont rapidement débordé un maître de cérémonie impuissant face à l'indépendance d'esprit de l'amphithéâtre. Qu'ils aient été pleins d'aisance ou paralysés par le trac, les étudiants burkinabés ont fait preuve, comme tous les étudiants du monde, d'une spontanéité frisant l'indiscipline, et d'une grande liberté d'expression face à leur président et au nôtre. Ils ont courageusement posé leurs propres questions, souvent pertinentes, parfois stupides, comme font tous les étudiants. Ils en ont commenté les réponses dans un brouhaha anarchique et poussé dans ses retranchements un Emmanuel Macron si enivré par l'ambiance qu'il n'a pas su éviter certains débordements, allant jusqu'à lâcher des plaisanteries presque insultantes sur son hôte. Bref, un amphi vivant, intelligent, enthousiaste, en un mot : banal, sans exotisme, tel qu'on en trouverait dans toutes les villes universitaires d'Europe. Des étudiants du monde moderne.

Par ailleurs, ces jeunes nous ont montré qu'ils assumaient toute leur histoire, précoloniale, coloniale, postcoloniale et actuelle sans complexe ni états d'âme. Fiers de leur pays et de son passé récent, jaloux de son indépendance, sûrs de la vigueur de leur société, ils nous ont rappelé plusieurs fois que le Burkina-Faso était historiquement *« le pays des hommes intègres »*. Cela ne les empêche pas d'être conscients de ses faiblesses et de ses forces, des besoins en développement et coopération, des difficultés à venir et de la réalité complexe d'un continent qu'ils vont bientôt avoir à prendre en mains.

La jeunesse étudiante est le reflet de son pays. Elle nous montre que le Burkina-Faso, jadis territoire arbitrairement découpé dans la carte de l'Empire colonial, est devenu une vraie nation, avec ses structures politiques, son économie, son administration, sa culture, tout ce qui constitue un pays. Voilà qui devrait reléguer dans les poubelles de l'Histoire toutes les fiches que l'on continue de nous ressortir sur l'Afrique *« hors de l'Histoire »*, tribale, affamée, misérable et analphabète, engluée dans son passé colonial ; sur l'incapacité intrinsèque de ce continent à s'administrer lui-même, sur son avenir forcément catastrophique du fait d'une démographie incontrôlée ; et surtout sur une émigration massive inéluctable vers les pays riches. Tout ceci est en grande partie dépassé, et nombre de sociétés africaines sont sorties de ce stade postcolonial depuis longtemps.

Bien sûr il reste encore de grandes difficultés (économiques, démographiques, sanitaires, environnementales) et des scories : terrorisme endémique, dictateurs séniles, guerres civiles anachroniques souvent orchestrées, voire fomentées par des maffias de tous les continents dans le but de désorganiser les pays pour s'approprier biens et personnes. Mais l'image globale que les médias donnent de l'Afrique ne correspond plus à la réalité. Et c'est grave, car tant que cette vision fantasmée servira de base à la politique de nos gouvernements, nous ne pourrons avoir de relations décomplexées avec elle.

La transition démographique a commencé plus tard qu'ailleurs, en Afrique ; de ce fait c'est là que se jouera l'avenir de l'humanité à la fin de ce siècle. Il est bon de savoir que le continent est en de bonnes mains, et que notre futur s'y déroulera sinon sans difficultés, du moins sans apocalypse. Les étudiants burkinabés nous rendent l'espoir.

François GERLOTTO